

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Benoit Grou, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Mont-Tremblant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 1 mai 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Avantages sociaux futurs	38

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	46
Analyse des charges	58

Renseignements financiers ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Renseignements financiers audités	
Résultats détaillés	6
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	7
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	8
Charges par objets	9
Excédent (déficit) accumulé	10
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	14
Analyse des charges sans amortissement	26
Compétences de nature locale	
Renseignements financiers audités	
Résultats détaillés	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	32
Charges par objets	33
Excédent (déficit) accumulé	34
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	38
Analyse des charges sans amortissement	50

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Mont-Tremblant

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE MONT-TREMBLANT (la « VILLE »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE MONT-TREMBLANT au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE MONT-TREMBLANT inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

PATRICE FORGET, CPA auditeur
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Mont-Tremblant, le 1er mai 2025

ÉTAT DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	49 080 609	50 149 504	45 887 868
Compensations tenant lieu de taxes	2	352 340	280 716	322 008
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 922 862	2 129 012	2 628 846
Services rendus	5	5 016 369	5 432 297	4 611 720
Imposition de droits	6	5 110 400	8 109 383	7 122 466
Amendes et pénalités	7	202 500	242 421	202 365
Revenus de placements de portefeuille	8	833 600	1 307 385	1 108 611
Autres revenus d'intérêts	9	151 000	238 277	254 281
Autres revenus	10	49 600	7 424 996	2 814 342
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	62 719 280	75 313 991	64 952 507
Charges				
Administration générale	14	8 568 794	9 028 653	7 835 688
Sécurité publique	15	13 616 703	12 988 896	12 488 176
Transport	16	9 398 284	13 540 254	12 255 871
Hygiène du milieu	17	8 089 638	9 790 310	9 007 649
Santé et bien-être	18	43 000	35 046	27 226
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 971 352	5 122 245	5 599 743
Loisirs et culture	20	10 584 719	13 359 089	11 576 903
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 887 360	2 283 862	1 601 963
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	58 159 850	66 148 355	60 393 219
Excédent (déficit) lié aux activités	25	4 559 430	9 165 636	4 559 288
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		161 976 465	157 417 177
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		161 976 465	157 417 177
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		171 142 101	161 976 465

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	30 041 842	15 102 298
Débiteurs (note 5)	2	12 811 642	20 169 930
Prêts (note 6)	3	148 140	
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	43 001 624	35 272 228
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	11 253 788	13 364 358
Revenus reportés (note 11)	12	3 283 054	3 219 830
Dette à long terme (note 12)	13	66 189 820	55 313 833
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	458 200	453 800
Autres passifs (note 14)	15	140 697	
	16	81 325 559	72 351 821
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(38 323 935)	(37 079 593)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	204 889 526	194 577 459
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	2 714 477	2 714 477
Stocks de fournitures	20	1 233 315	1 160 792
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	628 718	603 330
	23	209 466 036	199 056 058
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	171 142 101	161 976 465
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	171 142 101	161 976 465
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	171 142 101	161 976 465
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 559 430	9 165 636	4 559 288
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	20 777 873)(	24 545 090)
Produit de cession	3		390 129	400
Amortissement	4		10 047 907	9 488 673
(Gain) perte sur cession	5		27 770	(400)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(10 312 067)	(15 056 417)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			254 997
Variation des stocks de fournitures	10		(72 523)	(101 303)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(25 388)	(178 322)
	13		(97 911)	(24 628)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 559 430	(1 244 342)	(10 521 757)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(37 079 593)	(26 557 836)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(37 079 593)	(26 557 836)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(38 323 935)	(37 079 593)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 165 636	4 559 288
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	10 047 907	9 488 673
Autres			
▪ Gain/perte sur cession d'immobilisations corporelles	3.1	27 770	(400)
	4	19 241 313	14 047 561
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	7 358 288	(473 040)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(3 530 065)	(35 515)
Revenus reportés	8	63 224	(759 462)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	4 400	37 500
Propriétés destinées à la revente	10		254 997
Stocks de fournitures	11	(72 523)	(101 303)
Autres actifs non financiers	12	(25 388)	(178 322)
	13	23 039 249	12 792 416
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	19 217 681) (	24 545 090)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	390 129	400
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(18 827 552)	(24 544 690)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	148 640) (	)
Remboursement ou cession	20	500	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	)	)
Cession	22		
	23	(148 140)	
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	17 433 657	7 950 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	6 519 657) (	4 634 000)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(38 013)	(36 996)
Autres			
▪	28.1		
	29	10 875 987	3 279 004
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	14 939 544	(8 473 270)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	15 102 298	23 575 568
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	15 102 298	23 575 568
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	30 041 842	15 102 298

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

Suite à l'adoption du décret numéro 1294-2000 du gouvernement du Québec en date du 8 novembre 2000 et publié dans la gazette officielle du Québec en date du 22 novembre 2000, la Municipalité de Mont-Tremblant a fait l'objet d'un regroupement avec la Ville de Saint-Jovite, la Municipalité du Lac-Tremblant-Nord et la Municipalité de la Paroisse Saint-Jovite. La nouvelle ville issue de ce regroupement s'appelle Ville de Mont-Tremblant.

Suite à l'adoption des décrets numéros 845-2005 et 846-2005 du gouvernement du Québec en date du 14 septembre 2005, la Ville de Mont-Tremblant a fait l'objet d'une défusion avec la Municipalité de Lac-Tremblant-Nord. La nouvelle ville issue de cette défusion s'appelle Ville de Mont-Tremblant et comprend l'agglomération de Mont-Tremblant et la Ville de Mont-Tremblant.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ses normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les principales estimations portent sur la dépréciation des actifs financiers, sur la durée de vie utile des immobilisations corporelles, des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et obligations au titre des avantages sociaux futurs.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, la Ville est tenue de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels autres que les éléments incorporels achetés ne sont pas constatés dans les états financiers de la Ville.

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

De par leur nature, les actifs non financiers de la Ville sont normalement employés pour fournir des services futurs.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, selon la méthode d'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile. Leur coût inclut les frais financiers capitalisés pendant la période de construction, de développement ou de mise en valeur et, le cas échéant, toute obligation liée à la mise hors service des immobilisations. Les durées de vie utiles sont les suivantes:

Bâtiments	15 à 40 ans
Bâtiments- portion relatives aux OMHS	40 à 48 ans
Véhicules et machinerie lourde	3 à 20 ans
Améliorations locatives	15 ans
Autres machineries et équipements	10 ans
Mobiliers et équipements	10 ans
Équipements informatiques	5 ans
Parcs et terrains de jeux	20 ans
Travaux d'infrastructures	15 à 40 ans

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande.

Les immobilisations en cours de construction ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

F) Revenus

Taxes

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception initial à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ce rôle. Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées à partir de la date de prise d'effet des certificats émis par l'évaluateur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Compensations tenant lieu de taxes

Les compensations tenant lieu de taxes sont constatées lorsqu'une demande de paiement a été effectuée, sauf pour celles provenant du gouvernement du Québec et de ses entreprises où la constatation survient lorsque les sommes sont encaissées.

Transferts

Les transferts sont comptabilisés à titre de revenus lorsqu'ils sont autorisés par le cédant et que tous les critères d'admissibilité sont atteints, sauf s'ils sont assortis de stipulations qui créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que les stipulations relatives à ce passif sont rencontrées.

Services rendus

Les services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Imposition de droits

Les revenus de licences et permis sont constatés au moment de la délivrance du permis au payeur.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'Officier de publicité foncière.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Amendes et pénalités

Les revenus liés à l'imposition d'amendes ou de pénalités sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever les sommes en cause. Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires applicables prévoient un délai de contestation ou requièrent une réponse à l'accusation de la part de l'assigné, les revenus ne sont constatés que lorsque ces événements ont eu lieu.

Revenus de placements de portefeuille

Les revenus de placements de portefeuille sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les intérêts sur les dépôts en banque et les placements de portefeuille, s'il y a lieu.

Autres revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Ces revenus comprennent les revenus d'intérêts non associés aux dépôts en banque et aux placements de portefeuille, notamment sur les arriérés de taxes.

Autres revenus

Les revenus rattachés à la cession d'actifs sont comptabilisés comme revenus à la date de l'acte de transfert.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Mont-Tremblant possède un volet à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite suivants sont comptabilisés comme des régimes de retraites à cotisations déterminées :

- Le Régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville;
- Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville;
- Le Régime de retraite à prestation déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la loi »). Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- **Financement à long terme des activités de fonctionnement :**
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;
 - pour le financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement aux résultats des frais d'émissions reportés sur la dette à long terme.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les prêts, les placements de portefeuille autres que ceux constitués de fonds communs cotés sur un marché actif et autres actifs financiers s'il y a lieu sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, et la dette à long terme, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Prêts

Les prêts, y compris les intérêts courus et à recevoir, sont comptabilisés au coût après amortissement. Des évaluations de crédit sont effectuées pour tous les nouveaux emprunteurs. Ultérieurement, lorsque des faits ou des circonstances laissent présager une perte, une provision pour moins-value est établie. La réduction de la valeur comptable alors constatée ainsi que tout changement subséquent sont imputés aux résultats à la provision pour moins-value.

La Ville évalue annuellement l'existence d'une indication objective de dépréciation ou de changement dans l'évaluation de ses prêts. Pour fins d'évaluation de la provision, les prêts sont évalués en fonction de taux de probabilité de défaut par type de prêt, en tenant compte des sûretés.

Un prêt est radié lorsque l'emprunteur est en liquidation ou a cessé tout remboursement. Les recouvrements subséquents sont inscrits aux revenus de l'exercice où ils seront recouvrés.

Dette à long terme

Les frais d'émission liés aux dettes sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale de l'emprunt jusqu'à son renouvellement. Le solde non amorti est présenté en déduction de la dette correspondante. Les normes comptables canadiennes pour le secteur public préconisent l'application du taux effectif plutôt que la méthode linéaire. L'amortissement des frais d'émission des dettes selon la méthode du taux effectif n'a pas d'impact important sur les résultats des activités et sur la situation financière.

De plus, la Ville a choisi de ne pas inclure dans les montants des versements estimatifs pour les prochains exercices présentés à la note 12, le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Adoption initiale - Chapitre SP 3400 - Revenus

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3400 - Revenus, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3400, la Ville a analysé ses différentes sources de revenus pour déterminer celles qui sont issues d'opérations qui comportent des obligations de prestations (appelées « opérations avec contrepartie ») de celles issues d'opérations sans obligation de prestation (appelées « opérations sans contrepartie »).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou services) sont distincts et doivent par conséquent être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestations pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou services à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

Adoption initiale - Chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3160 - Partenariats public-privé, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par la Ville sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Ville en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Ville ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences de la note d'orientation NOSP-8 - Éléments incorporels achetés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023. Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif.

Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Ville puisqu'elle ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	30 041 842	15 102 298
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	30 041 842	15 102 298
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	30 041 842	15 102 298
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	14 735 089	15 102 298
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	3 920 725	3 247 434
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	3 736 468	7 501 821
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	474 801	4 591 940
Organismes municipaux	13	857 267	777 595
Autres			
▪ Droits de mutation	14.1	2 368 256	2 815 050
▪ Individus et organismes	14.2	1 454 125	1 236 090
	15	12 811 642	20 169 930
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 150 000	3 839 900
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	1 150 000	3 839 900
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	595 086	639 524
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	16 925	9 706
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	2 230 966	2 344 574
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	240 535	309 895
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	1 248 042	4 837 646
	27	3 736 468	7 501 821

Note

La valeur comptable des débiteurs, excluant les taxes à la consommation, les taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, est d'un montant de 5 915 367 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,67 % à 3,94 % et viennent à échéance de 2025 à 2044. Les encaissements relatifs à ces débiteurs au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	- 530 200 \$
2026	- 30 600 \$
2027	- 31 400 \$
2028	- 31 400 \$
2029	- 31 700 \$
2030 et plus	- 495 100 \$

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Éco-prêts	30.1	148 140	
	31	148 140	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

La Ville dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé au 31 décembre 2024 de 3 000 000 \$ et celle-ci porte intérêt au taux préférentiel. Cette dernière n'est pas utilisée au 31 décembre 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	3 633 190	5 685 374
Salaires et avantages sociaux	44	2 231 621	1 887 749
Dépôts et retenues de garantie	45	3 672 344	5 232 755
Provision pour contestations d'évaluation	46	18 981	2 353
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	47.1	97 811	35 754
▪ Gouvernement du Canada	47.2	46 406	15 227
▪ Intérêts courus	47.3	487 853	330 965
▪ Autres courus et passifs	47.4	822 276	41 161
▪ Organismes municipaux	47.5	243 306	133 020
	48	11 253 788	13 364 358

Note

La valeur comptable des crédoeurs et autres charges à payer, excluant les taxes à la consommation à payer, les avantages sociaux à payer et la provision pour contestation d'évaluation, est d'un montant de 8 864 280 \$.

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	463 855	373 241
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	506 220	299 889
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	2 265 169	2 546 700
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Revenus perçus d'avance	62.1	47 810	
	63	3 283 054	3 219 830

Note

Les montants des rentrées grevées d'affectations d'origine externe s'élèvent à 215 487 \$ (2023 - 599 889 \$) pour le Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques et à 796 062 \$ (2023 - 622 439 \$) pour le Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels. Les montants constatés à titre de revenus au cours de l'exercice s'élèvent respectivement de 9 156 \$ (2023 - 300 000 \$) et de 1 077 593 \$ (2023 - 1 302 601 \$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,75	5,60	2035	2044	64	66 712 000	55 798 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	66 712 000	55 798 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(522 180)	(484 167)
					72	66 189 820	55 313 833

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		5 693 000			5 693 000
2026	74		4 820 200			4 820 200
2027	75		4 918 300			4 918 300
2028	76		4 487 300			4 487 300
2029	77		4 636 500			4 636 500
2030 et plus	78		42 156 700			42 156 700
	79		66 712 000			66 712 000
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		66 712 000			66 712 000

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices n'incluent pas le montant des refinancements dans l'année où ils sont prévus. Les montants des refinancements par année sont les suivants :

2025	- 11 630 000 \$
2026	- - \$
2027	- 7 100 000 \$
2028	- 11 065 000 \$
2029	- 12 568 000 \$
2030 et plus	- 4 977 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(458 200)	(453 800)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(458 200)	(453 800)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	722 500	654 200
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	99 340	85 243
Autres régimes (REER et autres)	88	27 549	23 727
Régimes de retraite des élus municipaux	89	59 660	63 280
	90	909 049	826 450

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	140 697	
Autres			
▪	93.1		
	94	140 697	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96	22 531	
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	118 166	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	140 697	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville concernent seulement le désamiantage des bâtiments.

Principales hypothèses utilisées

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Taux d'actualisation, incluant l'inflation	5 %
Période d'actualisation*	10 ans
Taux d'inflation	2 %

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 184 378 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	45 807 339	999 388		46 806 727
Eaux usées	102	36 003 443	6 541 114	3 473	42 541 084
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	88 605 087	4 495 242		93 100 329
Autres					
▪ Parcs et terrain de jeux	104.1	20 150 609	820 666	3 921	20 967 354
▪ Autres	104.2	7 111 036	247 967		7 359 003
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	70 125 912	3 141 016	10 740	73 256 188
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	11 374 647	4 909 104	1 517 351	14 766 400
Ameublement et équipement de bureau	109	1 284 932	128 156	34 665	1 378 423
Machinerie, outillage et équipement divers	110	11 117 843	865 874	659 885	11 323 832
Terrains	111	17 672 830	2 243 193		19 916 023
Autres	112				
	113	309 253 678	24 391 720	2 230 035	331 415 363
Immobilisations en cours	114	4 819 871	(3 613 847)		1 206 024
	115	314 073 549	20 777 873	2 230 035	332 621 387
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	21 327 337	1 274 065		22 601 402
Eaux usées	117	19 029 907	1 036 083	3 473	20 062 517
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	39 211 826	3 376 244		42 588 070
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	119.1	8 780 548	911 369	3 920	9 687 997
▪ Autres	119.2	1 756 284	197 762		1 954 046
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	15 763 983	1 779 106	10 740	17 532 349
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	5 620 791	648 061	1 210 306	5 058 546
Ameublement et équipement de bureau	124	580 240	226 986	34 665	772 561
Machinerie, outillage et équipement divers	125	7 425 174	598 231	549 032	7 474 373
Autres	126				
	127	119 496 090	10 047 907	1 812 136	127 731 861
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	194 577 459			204 889 526
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisation	Solde au début	Addition	Cession	Total
Coût	- \$	22 531 \$	- \$	22 531 \$
Amortissement cumulé	- \$	(18 141)\$	- \$	(18 141)\$
Valeur comptable nette	- \$	4 390 \$	- \$	4 390 \$

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134	2 714 477	2 714 477
	135	2 714 477	2 714 477
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	2 714 477	2 714 477

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Dépenses payées d'avance	143.1	628 718	603 330
Autres			
▪	144.1		
	145	628 718	603 330

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée par contrats de location et d'entretien. Le solde des engagements suivant ces contrats s'établit à 18 058 942 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2025	-	7 121 213 \$
2026	-	3 544 466 \$
2027	-	3 319 547 \$
2028	-	2 006 756 \$
2029	-	2 066 960 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville a conclu différents accords à long terme, dont les plus importants, ont donné lieu à des droits contractuels d'un montant total de 6 163 864 \$ qui seront encaissés selon l'échéancier suivant :

2025	-	2 608 511 \$
2026	-	2 625 895 \$
2027	-	267 280 \$
2028	-	257 629 \$
2029 et plus	-	404 549 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de poursuites et réclamations éventuelles totalisant 200 641 122 \$. De l'avis de la direction, les réclamations apparaissent exagérées et non fondées, d'autant plus, compte tenu que pour la réclamation la plus importante, le demandeur pourra toujours générer des profits futurs qui viendraient affecter à la baisse sa réclamation si ce dernier a gain de cause. Il est présentement impossible de prévoir le dénouement de ces poursuites et réclamations éventuelles ou les montants que la Ville pourrait être appelée à verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville fait aussi l'objet de griefs de la part du Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Ville de Mont-Tremblant et de l'Association des pompiers et pompières de Mont-Tremblant. De l'avis de la direction, les montants exacts des réclamations et des montants que la Ville pourrait être appelée à verser suite aux règlements de ces griefs sont présentement inconnus de sorte qu'aucune provision ne figure aux états financiers.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Au cours de l'exercice, en plus des acquisitions d'immobilisations corporelles présentées dans les activités d'investissement, la Ville a acquis des immobilisations corporelles au montant de 1 560 192 \$ présentées dans les créiteurs et charges à payer au 31 décembre 2024 (2023 - 5 414 512 \$).

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Ville.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie et aux débiteurs, à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités et aux prêts.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs, autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, excluant les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre, se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	592 172 \$	600 261 \$
En souffrance		
moins de 3 mois	31 436 \$	75 018 \$
de 3 à 6 mois	466 455 \$	233 325 \$
de 7 à 12 mois	- \$	- \$
plus de 12 mois	68 676 \$	126 624 \$
	1 158 739 \$	1 035 228 \$
Moins la provision pour créances douteuses	10 586 \$	68 926 \$
	<u>1 148 153 \$</u>	<u>966 302 \$</u>

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	68 926 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	(58 340) \$
Montants recouvrés	- \$
Solde à la fin	10 586 \$

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-value, présenté à l'état de la situation financière, correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation des prêts est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques des emprunteurs, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date. La provision pour moins-value est ajustée en conséquence, s'il y a lieu, pour traduire le degré de recouvrabilité et le risque de perte.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

31 décembre 2024	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	8 864 280 \$	- \$	- \$	- \$	8 864 280 \$
Dette à long terme	5 693 000 \$	9 738 500 \$	9 123 800 \$	42 156 700 \$	66 712 000 \$
	<u>14 557 280 \$</u>	<u>9 738 500 \$</u>	<u>9 123 800 \$</u>	<u>42 156 700 \$</u>	<u>75 576 280 \$</u>

31 décembre 2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt temporaire	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	11 428 765 \$	- \$	- \$	- \$	11 428 765 \$
Dette à long terme	4 944 000 \$	9 317 000 \$	8 112 000 \$	33 425 000 \$	55 798 000 \$
	<u>16 372 765 \$</u>	<u>9 317 000 \$</u>	<u>8 112 000 \$</u>	<u>33 425 000 \$</u>	<u>67 226 765 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est seulement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixe sont les dettes à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait augmenter ou diminuer l'excédent annuel lié aux activités de 2024 d'un montant de 300 418 \$.

27. Chiffres de l'exercice précédent

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	49 080 609	50 149 504		50 149 504	45 887 868
Compensations tenant lieu de taxes	2	352 340	280 716		280 716	322 008
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 922 862	2 030 861		2 030 861	1 188 741
Services rendus	5	5 016 369	5 432 297		5 432 297	4 611 720
Imposition de droits	6	5 110 400	8 109 383		8 109 383	7 122 466
Amendes et pénalités	7	202 500	242 421		242 421	202 365
Revenus de placements de portefeuille	8	833 600	1 307 385		1 307 385	1 108 611
Autres revenus d'intérêts	9	151 000	238 277		238 277	254 281
Autres revenus	10	49 600	92 203		92 203	524 372
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	62 719 280	67 883 047		67 883 047	61 222 432
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15		98 151		98 151	1 440 105
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17		5 778 502		5 778 502	747 547
Autres	18		1 554 291		1 554 291	1 542 423
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21		7 430 944		7 430 944	3 730 075
	22	62 719 280	75 313 991		75 313 991	64 952 507
Charges						
Administration générale	23	8 568 794	8 649 650	379 003	9 028 653	7 835 688
Sécurité publique	24	13 616 703	12 606 943	381 953	12 988 896	12 488 176
Transport	25	9 398 284	9 482 771	4 057 483	13 540 254	12 255 871
Hygiène du milieu	26	8 089 638	7 346 792	2 443 518	9 790 310	9 007 649
Santé et bien-être	27	43 000	35 046		35 046	27 226
Aménagement, urbanisme et développement	28	5 971 352	4 980 247	141 998	5 122 245	5 599 743
Loisirs et culture	29	10 584 719	10 715 137	2 643 952	13 359 089	11 576 903
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	1 887 360	2 283 862		2 283 862	1 601 963
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		10 047 907	(10 047 907)		
	34	58 159 850	66 148 355		66 148 355	60 393 219
Excédent (déficit) lié aux activités	35	4 559 430	9 165 636		9 165 636	4 559 288

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 559 430	9 165 636	4 559 288
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(7 430 944)	(3 730 075)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 559 430	1 734 692	829 213
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4		10 047 907	9 488 673
Produit de cession	5		390 129	400
(Gain) perte sur cession	6		27 770	(400)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		10 465 806	9 488 673
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			255 000
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			255 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		500	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		500	
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		213 681	85 237
Remboursement de la dette à long terme	17 (	4 460 600)	(3 829 757)	(4 134 000)
	18	(4 460 600)	(3 616 076)	(4 048 763)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(1 229 627)	(841 127)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 069 152	2 343 753	2 148 871
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 167 982)	(1 278 125)	(843 264)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(116 638)	(9 174)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(98 830)	(280 637)	455 306
	26	(4 559 430)	6 569 593	6 150 216
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		8 304 285	6 979 429

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	7 430 944	3 730 075
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	163 839)(	389 827)
Sécurité publique	3 (	900 425)(	1 322 218)
Transport	4 (	9 386 314)(	3 971 273)
Hygiène du milieu	5 (	3 934 181)(	6 114 700)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	2 154 141)(	689 165)
Loisirs et culture	8 (	4 238 973)(	12 057 907)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	20 777 873)(	24 545 090)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	148 640)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	15 644 319	7 864 763
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	1 229 627	841 127
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	6 526 178	1 627 981
Réserves financières et fonds réservés	18	3 917 264	2 051 234
	19	11 673 069	4 520 342
	20	6 390 875	(12 159 985)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	13 821 819	(8 429 910)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	16 420 270	16 580 517	14 489 295
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	3 552 316	3 381 312	3 053 382
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	28 340 866	26 176 727	24 642 115
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 887 360	2 238 188	1 525 598
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		44 574	74 565
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13		1 100	1 800
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	3 796 500	3 755 082	3 439 990
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	4 147 538	3 875 457	3 611 205
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19		10 047 907	9 488 673
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Autres	21.1	15 000	47 491	66 596
	22	58 159 850	66 148 355	60 393 219

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 308 929	12 879 640
Excédent de fonctionnement affecté	2	8 935 859	12 041 890
Réserves financières et fonds réservés	3	3 027 842	3 555 889
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	45 125)(	20 387)
Financement des investissements en cours	5	1 767 961	(12 053 858)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	144 146 635	145 573 291
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	171 142 101	161 976 465

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	13 308 929	12 879 640
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	13 308 929	12 879 640

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Surplus affecté Agglo	12.1	1 469 344	2 571 251
▪ Surplus affecté local	12.2	4 192 833	5 669 805
▪ Surplus ordures	12.3	392 489	163 082
▪ Aqueducs/égouts/usines STJ	12.4	883 717	1 153 468
▪ Aqueducs/égouts/usines MTT	12.5	1 087 161	1 155 094
▪ Logements abordables - Local	12.6	910 315	480 304
▪ Logements abordables - Agglo	12.7		848 886
	13	8 935 859	12 041 890
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	8 935 859	12 041 890

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Sportives et éducatives	17.1	1 126 096	418 768
▪ Environnement	17.2	555 230	771 361
	18	1 681 326	1 190 129
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	983 223	2 052 467
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	198 702	198 702
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	150 000	100 000
Autres			
▪ Stationnement	30.1	14 591	14 591
	31	1 346 516	2 365 760
	32	3 027 842	3 555 889

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	)(	)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	380 835)(	239 459)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪	55.1 (	)(	)
	56 (	380 835)(	239 459)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	335 710	219 072
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	335 710	219 072
	63 (	45 125)(	20 387)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	3 003 712	3 271 622
Investissements à financer	65 (	1 235 751)(	15 325 480)
	66	1 767 961	(12 053 858)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	204 889 526	194 577 459
Propriétés destinées à la revente	68	2 714 477	2 714 477
Prêts	69	148 140	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	207 752 143	197 291 936
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	207 752 143	197 291 936
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	66 189 820)(	55 313 833)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	522 180)(	484 167)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	2 725 657	3 839 900
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	380 835	239 455
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	63 605 508)(	51 718 645)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	63 605 508)(	51 718 645)
	83	144 146 635	145 573 291

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Mont-Tremblant prévoit des prestations basées sur le salaire gagné chaque année et les rentes accumulées sont indexées chaque année. La dernière évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés de la Ville de Mont-Tremblant a été effectuée le 31 décembre 2022.

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(453 800)	(416 300)
Charge de l'exercice	4 (	722 500)	(654 200)
Cotisations versées par l'employeur	5	718 100	616 700
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(458 200)	(453 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	12 940 400	11 204 600
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	12 940 400)	(11 204 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(458 200)	(453 800)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(458 200)	(453 800)
Provision pour moins-value	12 (	)	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(458 200)	(453 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 475 700	1 298 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 475 700	1 298 500
Cotisations salariales des employés	21 (	720 900)(	616 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	754 800	682 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(33 400)	(29 800)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	721 400	652 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	707 500	579 400
Rendement espéré des actifs	32 (	706 400)(	577 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	1 100	1 800
Charge de l'exercice	34	722 500	654 200
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	598 600	494 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	706 400)(	577 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(107 800)	(83 600)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	145 600	150 900
Prestations versées au cours de l'exercice	39	301 800	439 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	1 269 540	10 512 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	1 822 900	1 606 000
DMERCA du nouveau volet	45	19	19
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,00 %	5,60 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville participe à un régime de retraite pour les employés-cadres permanents. L'employeur verse une cotisation maximale de 2,75 %. La participation au régime de retraite est obligatoire pour tous les employés-cadres permanents. Leurs cotisations sont également versées dans ce régime dans la même proportion que celle de la Ville.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	99 340	85 243
	110	99 340	85 243

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 51

Description des régimes et autres renseignements

La Ville participe à un régime enregistré d'épargne retraite individuel pour 3 employés du service de sécurité incendie. De plus, la Ville a cotisé dans le REER de 48 cadres pour des montants cotisés en trop dans le fonds de pension.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	27 549	23 727
Autres régimes	115		
	116	27 549	23 727

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) est un régime à prestations déterminées géré en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	17 703	18 777
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	59 660	63 280
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	59 660	63 280

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	43 523 408	44 403 465	40 590 984
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	376 110	388 299	375 063
Activités de fonctionnement	8	976 002	1 036 335	939 424
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	44 875 520	45 828 099	41 905 471
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 514 464	1 557 812	1 443 745
Égout	13	484 492	506 988	468 133
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 687 476	1 785 772	1 629 586
Autres				
▪ Contrôle des moustiques	16.1	199 272	209 289	192 885
Centres d'urgence 9-1-1	17	88 800	85 625	77 009
Service de la dette	18	170 585	169 320	171 039
Pouvoir général de taxation	19	60 000	6 599	
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	4 205 089	4 321 405	3 982 397
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	4 205 089	4 321 405	3 982 397
	27	49 080 609	50 149 504	45 887 868

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	24 175	25 856	24 175
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	35 220	35 219	35 219
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	49 380	37 765	44 018
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	229 140	163 524	204 176
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	337 915	262 364	307 588
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	13 660	17 306	13 657
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	765	1 046	763
Taxes d'affaires	38			
	39	14 425	18 352	14 420
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	352 340	280 716	322 008

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		45 751	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51	14 800	9 793	35 095
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	37 846	45 387	39 676
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	200 000	321 741	196 050
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62	4 000	2 623	2 685
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	12 920	12 920	14 290
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	110 000	83 019	57 781
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	2 200	5 055	2 137
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	76 615	76 422	76 999
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	58 029	90 855	77 372
Autres	85	8 000	8 000	8 000
Réseau d'électricité	86			
	87	524 410	701 566	510 085

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94		42 890	
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97		55 261	75 100
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			1 365 005
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128		98 151	1 440 105

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	821 342	760 934	509 056
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	577 110	568 361	169 600
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	1 398 452	1 329 295	678 656
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 922 862	2 129 012	2 628 846

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145		48 256	
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	2 695 558	2 501 840	2 332 914
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	2 695 558	2 550 096	2 332 914
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	14 500	24 059	932
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	14 500	24 059	932
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	276 980	241 422	154 501
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	276 980	241 422	154 501
Réseau d'électricité				
	183			
	184	2 987 038	2 815 577	2 488 347

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	185	200 100	287 423	214 523
Évaluation	186			
Autres	187	203 924	170 226	277 473
	188	404 024	457 649	491 996
Sécurité publique				
Police	189			408
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	29 550	21 367	76 416
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	29 550	21 367	76 824
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	5 400	126 977	6 537
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198	4 000	4 000	4 000
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201	10 000	33 497	30 376
Autres	202			
	203	19 400	164 474	40 913
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	10 000	(26)	34 288
Traitement des eaux usées	206	425 250	38 884	240 263
Réseaux d'égout	207	20 000	469 878	17 823
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	18 000	6 032	12 284
Matières recyclables	209	300 537	256 375	259 719
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	773 787	771 143	564 377

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	50 220	68 451	48 010
	219	50 220	68 451	48 010
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	87 000	156 081	125 315
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			15 377
Autres	223			
	224	87 000	156 081	140 692
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	533 150	850 322	625 350
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	7 200	16 297	7 935
Autres	227	125 000	110 936	127 276
	228	665 350	977 555	760 561
Réseau d'électricité				
	229			
	230	2 029 331	2 616 720	2 123 373
TOTAL DES SERVICES RENDUS		5 016 369	5 432 297	4 611 720

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	100 400	159 532	83 920
Droits de mutation immobilière	233	5 000 000	7 940 695	7 028 135
Droits sur les carrières et sablières	234	10 000	9 156	10 411
Autres	235			
	236	5 110 400	8 109 383	7 122 466
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	202 500	242 421	202 365
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	833 600	1 307 385	1 108 611
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	151 000	238 277	254 281
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(27 770)	400
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			255 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		5 778 502	747 547
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247		1 554 291	1 542 423
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	49 600	119 973	268 972
	250	49 600	7 424 996	2 814 342
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non auditée		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	858 965	834 056	7 637	841 693	837 961
Greffé et application de la loi	2	1 283 446	1 383 657	26 020	1 409 677	1 152 819
Gestion financière et administrative	3	4 912 548	5 090 678	344 360	5 435 038	4 371 484
Évaluation	4	599 370	578 410		578 410	602 688
Gestion du personnel	5	914 465	762 849	986	763 835	870 736
Autres						
▪	6.1					
	7	8 568 794	8 649 650	379 003	9 028 653	7 835 688
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	7 051 340	7 040 663	59 337	7 100 000	6 805 483
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	6 347 053	5 361 893	322 616	5 684 509	5 488 914
Sécurité civile	11	14 400	7 882		7 882	12 877
Autres	12	203 910	196 505		196 505	180 902
	13	13 616 703	12 606 943	381 953	12 988 896	12 488 176
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	3 160 479	3 066 626	3 770 134	6 836 760	6 160 096
Enlèvement de la neige	15	3 281 519	3 311 266	177 570	3 488 836	3 607 790
Éclairage des rues	16	214 912	276 530	57 152	333 682	285 267
Circulation et stationnement	17	250 862	368 105	22 066	390 171	330 885
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 490 512	2 460 244	30 561	2 490 805	1 871 833
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	9 398 284	9 482 771	4 057 483	13 540 254	12 255 871

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 251 472	1 273 262	684 117	1 957 379	1 786 190
Réseau de distribution de l'eau potable	24	534 376	337 631	594 060	931 691	966 684
Traitement des eaux usées	25	1 011 572	1 062 256	391 560	1 453 816	1 365 883
Réseaux d'égout	26	716 520	475 851	737 335	1 213 186	1 095 049
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	878 412	706 288		706 288	729 688
Élimination	28	498 300	473 354		473 354	422 808
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	953 170	902 238		902 238	872 502
Tri et conditionnement	30	1 195 337	1 201 444		1 201 444	971 688
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	43 360	43 359		43 359	42 232
Autres	36					
Cours d'eau	37	295 000	183 594		183 594	9 224
Protection de l'environnement	38	712 119	687 515	36 446	723 961	745 701
Autres	39					
	40	8 089 638	7 346 792	2 443 518	9 790 310	9 007 649
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	28 000	20 046		20 046	17 226
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	15 000	15 000		15 000	10 000
	45	43 000	35 046		35 046	27 226

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	2 335 408	1 953 881	102 536	2 056 417	2 005 593
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	1 437 622	865 431	632	866 063	1 295 010
Tourisme	50	2 198 322	2 160 935	38 830	2 199 765	2 299 140
Autres	51					
Autres	52					
	53	5 971 352	4 980 247	141 998	5 122 245	5 599 743
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	827 109	977 189	116 365	1 093 554	703 583
Patinoires intérieures et extérieures	55	1 010 205	972 992	136 928	1 109 920	974 992
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 776 539	1 930 407	490 204	2 420 611	2 042 640
Parcs et terrains de jeux	57	4 280 626	4 026 269	1 244 759	5 271 028	4 557 128
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	769 858	757 433		757 433	841 880
Autres	60	261 821	322 802	400 751	723 553	688 433
	61	8 926 158	8 987 092	2 389 007	11 376 099	9 808 656
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	363 789	327 925		327 925	341 118
Bibliothèques	63	703 274	817 990	171 738	989 728	726 893
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	26 695	24 735		24 735	60 888
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	564 803	557 395	83 207	640 602	639 348
	67	1 658 561	1 728 045	254 945	1 982 990	1 768 247
	68	10 584 719	10 715 137	2 643 952	13 359 089	11 576 903

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	1 741 245	2 108 948		2 108 948	1 460 459
Autres frais	71	146 115	173 814		173 814	139 704
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72		1 100		1 100	1 800
Autres	73					
	74	1 887 360	2 283 862		2 283 862	1 601 963
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		10 047 907 (	10 047 907)		

Renseignements financiers ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	13 857 840	14 104 239	13 011 917
Compensations tenant lieu de taxes	2	84 090	70 957	70 483
Quotes-parts	3			
Transferts	4	432 125	595 016	355 835
Services rendus	5	2 968 667	2 904 277	2 712 779
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7	237	(9)	107
Revenus de placements de portefeuille	8	234 325	367 506	311 409
Autres revenus d'intérêts	9	42 165	64 804	68 165
Autres revenus	10	22 793	57 915	125 407
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	17 642 242	18 164 705	16 656 102
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15		55 261	75 100
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17			
Autres	18		84 667	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21		139 928	75 100
	22	17 642 242	18 304 633	16 731 202
Charges				
Administration générale	23	2 060 521	2 022 311	1 794 448
Sécurité publique	24	6 510 163	5 517 835	5 370 530
Transport	25	3 014 216	2 994 697	2 347 200
Hygiène du milieu	26	25 000	26 875	
Santé et bien-être	27	43 000	35 046	27 226
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 893 160	1 577 094	1 571 627
Loisirs et culture	29	2 981 540	2 851 980	2 370 050
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	191 400	191 444	193 372
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	16 719 000	15 217 282	13 674 453
Excédent (déficit) lié aux activités	34	923 242	3 087 351	3 056 749

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	923 242	3 087 351	3 056 749
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(139 928)	(75 100)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	923 242	2 947 423	2 981 649
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		19 294	
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		19 294	
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		2 574	
Remboursement de la dette à long terme	17 (	884 500)	(882 700)	(869 100)
	18	(884 500)	(880 126)	(869 100)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(611 795)	(559 631)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	383 218	1 077 463	823 663
Réserves financières et fonds réservés	22	(421 960)	(316 089)	(348 914)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		4 396	8 962
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(38 742)	153 975	(75 920)
	26	(923 242)	(706 857)	(945 020)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 240 566	2 036 629

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	139 928	75 100
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	45 981)(	102 826)
Sécurité publique	3 (	900 425)(	1 322 218)
Transport	4 (	495 618)(	97 011)
Hygiène du milieu	5 (	)(	)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)(	)
Loisirs et culture	8 (	561 795)(	240 584)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	2 003 819)(	1 762 639)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	202 426	
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	611 795	559 631
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	915 387	275 940
Réserves financières et fonds réservés	18	485 170	325 699
	19	2 012 352	1 161 270
	20	210 959	(601 369)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	350 887	(526 269)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	5 966 576	5 857 301	5 340 071
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	1 223 889	1 047 538	949 597
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	6 145 851	5 280 182	4 650 520
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	191 400	191 444	193 372
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14			
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	3 188 473	2 834 094	2 526 360
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	2 811	6 723	14 533
	22	16 719 000	15 217 282	13 674 453

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 222 873	2 893 882
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 469 344	3 420 137
Réserves financières et fonds réservés	3	399 083	568 165
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 017)(	1 913)
Financement des investissements en cours	5	444 806	93 919
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Surplus affectés divers	9.1	1 469 344	2 571 251
▪ Fonds de la criminalité	9.2		
▪ Logements abordables	9.3		848 886
	10	1 469 344	3 420 137

Réserves financières et fonds réservés

Réserves financières			
▪	11.1		
	12		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	347 600	516 682
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	36 892	36 892
Montant non réservé	15		
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18		
Autres			
▪ Fonds de stationnement	19.1	14 591	14 591
	20	399 083	568 165
	21	399 083	568 165

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25 (	)(
Autres	26 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27 (	)(
	28 (	)(
Assainissement des sites contaminés	29 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31 (	)(
Autres		
▪	32.1 (	)(
	33 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	34 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	35 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	36 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	37 (	)(
Autres		
▪	38.1 (	)(
	39 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	40 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	41 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	42 (	14 626)(18 917)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43 (	)(
Autres		
▪	44.1 (	)(
	45 (	14 626)(18 917)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	46	12 609	17 004
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49		
Autres			
▪	50.1		
	51	12 609	17 004
	52	(2 017)	(1 913)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53	444 806	315 003
Investissements à financer	54	()	(221 084)
	55	444 806	93 919

Compétences d'agglomération

Renseignements financiers non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TAXES		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	13 769 040	14 018 614	12 934 908
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	13 769 040	14 018 614	12 934 908
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12			
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17	88 800	85 625	77 009
Service de la dette	18			
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	88 800	85 625	77 009
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	88 800	85 625	77 009
	27	13 857 840	14 104 239	13 011 917

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalisations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2024	2024	2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	7 450	7 961	7 442
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	12 075	12 075	12 075
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	11 080	8 505	8 667
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	51 385	36 828	40 202
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	81 990	65 369	68 386
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	2 100	5 588	2 097
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	2 100	5 588	2 097
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	84 090	70 957	70 483

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		12 861	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51	14 800	9 793	35 095
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53			
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	200 000	321 741	196 050
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63			
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83			
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	58 029	90 855	77 372
Autres	85			
Réseau d'électricité	86			
	87	272 829	435 250	308 517

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

	Budget 2024	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)		2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94		
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97	55 261	75 100
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124		
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	55 261	75 100

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133			
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138	159 296	159 766	47 318
	139	159 296	159 766	47 318
TOTAL DES TRANSFERTS	140	432 125	650 277	430 935

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145		48 256	
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	2 695 558	2 501 840	2 332 914
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	2 695 558	2 550 096	2 332 914
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION
Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalisations	
		2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179		
Activités culturelles			
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182		
Réseau d'électricité	183		
	184		
	2 695 558	2 550 096	2 332 914

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185	48 911	81 756	57 732
Évaluation	186			
Autres	187	165 148	186 865	177 094
	188	214 059	268 621	234 826
Sécurité publique				
Police	189			408
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	29 550	21 367	76 416
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	29 550	21 367	76 824
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198	4 000	4 000	4 000
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201	10 000	33 497	30 375
Autres	202			
	203	14 000	37 497	34 375
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209			
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			15 377
Autres	223			
	224			15 377
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	8 300	10 399	10 528
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	7 200	16 297	7 935
Autres	227			
	228	15 500	26 696	18 463
Réseau d'électricité	229			
	230	273 109	354 181	379 865
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	2 968 667	2 904 277	2 712 779

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232			
Droits de mutation immobilière	233			
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236			
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	237	(9)	107
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238	234 325	367 506	311 409
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	42 165	64 804	68 165
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247		84 667	
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	22 793	57 915	125 407
	250	22 793	142 582	125 407
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	223 957	215 658	208 869
Greffé et application de la loi	2	550 590	522 884	516 704
Gestion financière et administrative	3	1 014 540	1 066 828	822 259
Évaluation	4			
Gestion du personnel	5	271 434	216 941	246 616
Autres				
▪	6.1			
	7	2 060 521	2 022 311	1 794 448
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	200 270	192 465	166 201
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10	6 309 893	5 325 370	5 204 329
Sécurité civile	11			
Autres	12			
	13	6 510 163	5 517 835	5 370 530
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	260 579	248 019	217 115
Enlèvement de la neige	15	422 736	437 956	397 538
Éclairage des rues	16	28 955	27 975	26 906
Circulation et stationnement	17	20 774	29 899	25 656
Transport collectif				
Transport en commun	18	2 281 172	2 250 848	1 679 985
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	3 014 216	2 994 697	2 347 200

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23			
Réseau de distribution de l'eau potable	24			
Traitement des eaux usées	25			
Réseaux d'égout	26			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27			
Élimination	28			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29			
Tri et conditionnement	30			
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32			
Matériaux secs	33			
Autres	34			
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	25 000	26 875	
Protection de l'environnement	38			
Autres	39			
	40	25 000	26 875	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41	28 000	20 046	17 226
Autres	42			
Sécurité du revenu	43			
Autres	44	15 000	15 000	10 000
	45	43 000	35 046	27 226
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage				
Rénovation urbaine	46			
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49	290 015		
Tourisme	50	1 603 145	1 577 094	1 571 627
Autres	51			
Autres	52			
	53	1 893 160	1 577 094	1 571 627

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54			
Patinoires intérieures et extérieures	55	76 373	61 592	63 961
Piscines, plages et ports de plaisance	56	173 636	132 482	134 300
Parcs et terrains de jeux	57	1 941 276	1 789 696	1 497 325
Parcs régionaux	58			
Expositions et foires	59			
Autres	60	60 286	25 485	52 351
	61	2 251 571	2 009 255	1 747 937
Activités culturelles				
Centres communautaires	62			
Bibliothèques	63	703 274	817 990	561 225
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	64	26 695	24 735	60 888
Autres ressources du patrimoine	65			
Autres	66			
	67	729 969	842 725	622 113
	68	2 981 540	2 851 980	2 370 050
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	69			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	70	170 710	170 104	172 010
Autres frais	71	20 690	21 340	21 362
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	72			
Autres	73			
	74	191 400	191 444	193 372
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	75			

Compétences de nature locale

Renseignements financiers audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement				
Taxes	1	35 222 769	36 045 265	32 875 951
Compensations tenant lieu de taxes	2	268 250	209 759	251 526
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 490 737	1 435 846	832 905
Services rendus	5	2 047 703	2 528 021	1 898 942
Imposition de droits	6	5 110 400	8 109 383	7 122 466
Amendes et pénalités	7	202 263	242 429	202 259
Revenus de placements de portefeuille	8	599 275	939 879	797 202
Autres revenus d'intérêts	9	108 835	173 473	186 109
Autres revenus	10	26 806	62 056	398 564
Effet net des opérations de restructuration	11			
	12	45 077 038	49 746 111	44 565 924
Investissement				
Taxes	13			
Quotes-parts	14			
Transferts	15		42 890	1 365 005
Imposition de droits	16			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	17		5 778 502	747 547
Autres	18		1 469 624	1 542 423
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19			
Effet net des opérations de restructuration	20			
	21		7 291 016	3 654 975
	22	45 077 038	57 037 127	48 220 899
Charges				
Administration générale	23	6 508 273	6 627 339	5 701 423
Sécurité publique	24	7 106 540	7 089 109	6 784 556
Transport	25	6 384 068	6 488 073	6 070 775
Hygiène du milieu	26	8 064 638	7 319 917	6 638 306
Santé et bien-être	27			
Aménagement, urbanisme et développement	28	4 078 192	3 403 153	3 893 340
Loisirs et culture	29	7 603 179	7 863 156	6 733 102
Réseau d'électricité	30			
Frais de financement	31	1 695 960	2 092 418	1 408 591
Effet net des opérations de restructuration	32			
	33	41 440 850	40 883 165	37 230 093
Excédent (déficit) lié aux activités	34	3 636 188	16 153 962	10 990 806

Note : les charges ne comprennent pas l'amortissement des immobilisations corporelles.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 636 188	16 153 962	10 990 806
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(7 291 016)	(3 654 975)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 636 188	8 862 946	7 335 831
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4			
Produit de cession	5		370 835	400
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		370 835	400
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			255 000
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			255 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		500	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15		500	
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		211 107	85 237
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 576 100)	(2 947 057)	(3 264 900)
	18	(3 576 100)	(2 735 950)	(3 179 663)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	(617 832)	(281 496)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	685 934	1 266 290	1 325 208
Réserves financières et fonds réservés	22	(746 022)	(962 037)	(494 349)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(121 033)	(18 137)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(60 088)	(434 612)	531 226
	26	(3 636 188)	(2 799 227)	(2 393 037)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		6 063 719	4 942 794

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	7 291 016	3 654 975
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	117 857)(	287 001)
Sécurité publique	3 (	)(	)
Transport	4 (	8 890 696)(	3 874 262)
Hygiène du milieu	5 (	3 934 181)(	6 114 700)
Santé et bien-être	6 (	)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	2 154 141)(	689 165)
Loisirs et culture	8 (	3 677 179)(	11 817 323)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	18 774 054)(	22 782 451)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	)(	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	148 640)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	15 441 893	7 864 763
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	617 832	281 496
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		
Excédent de fonctionnement affecté	17	5 610 791	1 352 041
Réserves financières et fonds réservés	18	3 432 094	1 725 535
	19	9 660 717	3 359 072
	20	6 179 916	(11 558 616)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	13 470 932	(7 903 641)

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	10 453 694	10 744 203	9 149 224
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	2 328 427	2 335 446	2 103 785
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	22 195 014	20 874 340	19 991 595
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	1 695 960	2 047 844	1 334 026
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		44 574	74 565
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13			
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	3 796 500	3 755 082	3 439 990
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	959 066	1 041 364	1 084 845
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19			
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
Autres	21.1	12 189	40 312	52 063
	22	41 440 850	40 883 165	37 230 093

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	10 086 056	9 985 758
Excédent de fonctionnement affecté	2	7 466 514	8 621 753
Réserves financières et fonds réservés	3	2 628 758	2 987 724
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	43 108)(	18 474)
Financement des investissements en cours	5	1 323 155	(12 147 777)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8		
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Surplus affectés	9.1	4 192 833	5 669 805
▪ Surplus ordures	9.2	392 489	163 082
▪ Aqueduc/Égout/Usine STJ	9.3	883 716	1 153 468
▪ Aqueduc/Égout/Usine MTT	9.4	1 087 161	1 155 094
▪ Logements abordables	9.5	910 315	480 304
	10	7 466 514	8 621 753
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
▪ sportives/éducatives	11.1	1 126 096	418 768
▪ Environnement	11.2	555 230	771 361
	12	1 681 326	1 190 129
Fonds réservés			
Fonds de roulement	13	635 622	1 535 785
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme	14	161 810	161 810
Montant non réservé	15		
Fonds local d'investissement	16		
Fonds local de solidarité	17		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	18	150 000	100 000
Autres			
▪ Stationnement	19.1		
	20	947 432	1 797 595
	21	2 628 758	2 987 724

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	22	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	23	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	24	()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	25	()	()
Autres	26	()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	27	()	()
	28	()	()
Assainissement des sites contaminés	29	()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	30	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	31	()	()
Autres			
▪	32.1	()	()
	33	()	()
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	34	()	()
Utilisation du fonds de roulement	35	()	()
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	36	()	()
Utilisation du fonds de roulement	37	()	()
Autres			
▪	38.1	()	()
	39	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	40	()	()
Mesure relative à la COVID-19	41	()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	42	366 209	220 542
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	43	()	()
Autres			
▪	44.1	()	()
	45	366 209	220 542

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	46	323 101	202 068
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	47		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	48		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	49		
Autres			
▪	50.1		
	51	323 101	202 068
	52	(43 108)	(18 474)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53	2 558 906	2 956 619
Investissements à financer	54	(1 235 751)	(15 104 396)
	55	1 323 155	(12 147 777)

Compétences de nature locale

Renseignements financiers non audités

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TAXES		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	29 754 368	30 384 851	27 656 076
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	376 110	388 299	375 063
Activités de fonctionnement	8	976 002	1 036 335	939 424
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	31 106 480	31 809 485	28 970 563
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 514 464	1 557 812	1 443 745
Égout	13	484 492	506 988	468 133
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 687 476	1 785 772	1 629 586
Autres				
▪ Contrôle des moustiques	16.1	199 272	209 289	192 885
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	170 585	169 320	171 039
Pouvoir général de taxation	19	60 000	6 599	
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	4 116 289	4 235 780	3 905 388
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	4 116 289	4 235 780	3 905 388
	27	35 222 769	36 045 265	32 875 951

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		2024	2024	2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	16 725	17 895	16 733
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	23 145	23 144	23 144
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	38 300	29 260	35 351
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	177 755	126 696	163 974
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	255 925	196 995	239 202
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	11 560	11 718	11 561
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	765	1 046	763
Taxes d'affaires	38			
	39	12 325	12 764	12 324
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	268 250	209 759	251 526

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47		32 890	
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	37 846	45 387	39 676
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62	4 000	2 623	2 685
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	12 920	12 920	14 290
Réseau de distribution de l'eau potable	64			
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	110 000	83 019	57 780
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	2 200	5 055	2 137
Autres	74			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	76 615	76 422	76 999
Activités culturelles				
Bibliothèques	84			
Autres	85	8 000	8 000	8 000
Réseau d'électricité	86			
	87	251 581	266 316	201 567

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

	Budget	Réalisations	
TRANSFERTS (suite)	2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	88		
Sécurité publique			
Police	89		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	90		
Autres	91		
Sécurité civile	92		
Autres	93		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	94	42 890	23 363
Enlèvement de la neige	95		
Autres	96		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	97		
Transport adapté	98		
Transport scolaire	99		
Autres	100		
Transport aérien	101		
Transport par eau	102		
Autres	103		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		
Réseau de distribution de l'eau potable	105		
Traitement des eaux usées	106		
Réseaux d'égout	107		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	108		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	109		
Tri et conditionnement	110		
Autres	111		
Autres	112		
Cours d'eau	113		
Protection de l'environnement	114		
Autres	115		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE
Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	116		
Autres	117		
Sécurité du revenu	118		
Autres	119		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	120		
Rénovation urbaine	121		
Promotion et développement économique	122		
Autres	123		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	124		1 341 642
Activités culturelles			
Bibliothèques	125		
Autres	126		
Réseau d'électricité	127		
	128	42 890	1 365 005

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	821 342	760 935	509 056
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	417 814	408 595	122 282
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	1 239 156	1 169 530	631 338
TOTAL DES TRANSFERTS	140	1 490 737	1 478 736	2 197 910

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget	Réalizations	
	2024	2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	146		
Autres	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152	14 500	24 059
Autres	153		932
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156	14 500	24 059
			932
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2024	Réalisations	
		2024	2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)			
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	170		
Autres	171		
Autres	172		
	173		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	174		
Rénovation urbaine	175		
Promotion et développement économique	176		
Autres	177		
	178		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	179	276 980	241 422
Activités culturelles			154 501
Bibliothèques	180		
Autres	181		
	182	276 980	241 422
			154 501
Réseau d'électricité	183		
	184	291 480	265 481
			155 433

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185	151 189	205 666	156 792
Évaluation	186			
Autres	187	38 777	(16 638)	100 379
	188	189 966	189 028	257 171
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195			
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197	5 400	126 977	6 537
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198			
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	5 400	126 977	6 537
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	10 000	(26)	34 288
Traitement des eaux usées	206	425 250	38 884	240 263
Réseaux d'égout	207	20 000	469 878	17 823
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	18 000	6 033	12 284
Matières recyclables	209	300 537	256 375	259 719
Autres	210			
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	773 787	771 144	564 377

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218	50 220	68 451	48 010
	219	50 220	68 451	48 010
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	87 000	156 081	125 315
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	87 000	156 081	125 315
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	524 850	839 923	614 822
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	125 000	110 936	127 277
	228	649 850	950 859	742 099
Réseau d'électricité	229			
	230	1 756 223	2 262 540	1 743 509
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	2 047 703	2 528 021	1 898 942

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget 2024	Réalizations	
			2024	2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	100 400	159 532	83 920
Droits de mutation immobilière	233	5 000 000	7 940 695	7 028 135
Droits sur les carrières et sablières	234	10 000	9 156	10 411
Autres	235			
	236	5 110 400	8 109 383	7 122 466
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	202 263	242 429	202 259
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238	599 275	939 879	797 202
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	108 835	173 473	186 109
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240			
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242			255 000
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		5 778 502	747 547
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247		1 469 624	1 542 423
Redevances réglementaires	248			
Autres	249		62 056	143 564
	250		7 310 182	2 688 534
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	635 007	618 399	620 561
Greffé et application de la loi	2	732 856	860 772	611 542
Gestion financière et administrative	3	3 898 009	4 023 850	3 243 855
Évaluation	4	599 370	578 410	602 688
Gestion du personnel	5	643 031	545 908	622 777
Autres				
▪	6.1			
	7	6 508 273	6 627 339	5 701 423
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	6 851 070	6 848 198	6 556 901
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10	37 160	36 523	33 876
Sécurité civile	11	14 400	7 883	12 877
Autres	12	203 910	196 505	180 902
	13	7 106 540	7 089 109	6 784 556
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	2 899 900	2 818 607	2 409 041
Enlèvement de la neige	15	2 858 783	2 873 309	3 011 559
Éclairage des rues	16	185 957	248 555	209 722
Circulation et stationnement	17	230 088	338 206	282 993
Transport collectif				
Transport en commun	18	209 340	209 396	157 460
Transport aérien	19			
Transport par eau	20			
Autres	21			
	22	6 384 068	6 488 073	6 070 775

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 251 472	1 273 262	1 105 788
Réseau de distribution de l'eau potable	24	534 376	337 631	372 290
Traitement des eaux usées	25	1 011 572	1 062 257	968 454
Réseaux d'égout	26	716 520	475 850	436 090
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	878 412	706 288	729 688
Élimination	28	498 300	473 354	422 808
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	953 170	902 238	872 502
Tri et conditionnement	30	1 195 337	1 201 444	971 688
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32			
Matériaux secs				
Autres	34			
Plan de gestion	35	43 360	43 359	42 232
Autres	36			
Cours d'eau	37	270 000	156 719	9 224
Protection de l'environnement	38	712 119	687 515	707 542
Autres	39			
	40	8 064 638	7 319 917	6 638 306
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41			
Autres	42			
Sécurité du revenu	43			
Autres	44			
	45			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	46	2 335 408	1 953 881	1 910 875
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49	1 147 608	865 432	1 294 378
Tourisme	50	595 176	583 840	688 087
Autres	51			
Autres	52			
	53	4 078 192	3 403 153	3 893 340

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS
ANALYSE DES CHARGES SANS AMORTISSEMENT (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54	827 109	977 189	646 050
Patinoires intérieures et extérieures	55	933 832	911 399	772 891
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 602 903	1 797 926	1 419 997
Parcs et terrains de jeux	57	2 339 350	2 236 572	1 900 099
Parcs régionaux	58			
Expositions et foires	59	769 858	757 433	841 880
Autres	60	201 535	297 317	254 789
	61	6 674 587	6 977 836	5 835 706
Activités culturelles				
Centres communautaires	62	363 789	327 925	341 118
Bibliothèques	63			
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	64			
Autres ressources du patrimoine	65			
Autres	66	564 803	557 395	556 278
	67	928 592	885 320	897 396
	68	7 603 179	7 863 156	6 733 102
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ				
	69			
FRAIS DE FINANCEMENT				
Dette à long terme				
Intérêts	70	1 570 535	1 938 844	1 288 449
Autres frais	71	125 425	153 574	120 142
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	72			
Autres	73			
	74	1 695 960	2 092 418	1 408 591
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	75			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération	
Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	20
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	21
Questionnaire	22
Compétences de nature locale	
Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	24
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	25
Analyse de la charge de quotes-parts	26

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 022 203	138 758
Usines de traitement de l'eau potable	2	104 999	119 738
Usines et bassins d'épuration	3	782 708	119 104
Conduites d'égout	4	1 642 673	2 289 406
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 685 965	6 611 242
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	247 485	183 308
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	820 666	1 350 499
Autres infrastructures	11	58 966	55 538
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 324 366	4 364 356
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	4 909 104	1 080 806
Ameublement et équipement de bureau	18	128 156	403 088
Machinerie, outillage et équipement divers	19	807 390	1 184 757
Terrains	20	2 243 192	6 644 490
Autres	21		
	22	20 777 873	24 545 090

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalizations 2024	Réalizations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	1 022 203	138 758
Usines de traitement de l'eau potable	2	104 999	119 738
Usines et bassins d'épuration	3	782 708	119 104
Conduites d'égout	4	1 642 673	2 289 406
Autres infrastructures	5	5 813 082	8 200 587
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	11 412 208	13 677 497
	12	20 777 873	24 545 090

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	198 702			198 702
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	3 002 505	2 051 100	533 200	4 520 405
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	48 756 893	13 806 900	3 296 557	59 267 236
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	51 958 100	15 858 000	3 829 757	63 986 343
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 839 900		2 689 900	1 150 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	3 839 900		2 689 900	1 150 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14		1 575 657		1 575 657
	15	3 839 900	1 575 657	2 689 900	2 725 657
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	3 839 900	1 575 657	2 689 900	2 725 657
	19	55 798 000	17 433 657	6 519 657	66 712 000
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	55 798 000	17 433 657	6 519 657	66 712 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Compétences de nature locale	Compétences d'agglomération	Portrait global
Administration municipale				
Dette à long terme	1	60 603 300	6 108 700	66 712 000
Ajouter				
Activités d'investissement à financer	2	1 235 751		1 235 751
Activités de fonctionnement à financer	3			
Dette en cours de refinancement	4			
Autres				
▪	5.1			
Déduire				
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme				
Excédent accumulé				
Fonds d'amortissement	6			
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	161 810	36 892	198 702
Débiteurs	8	1 150 000		1 150 000
Autres montants	9	1 575 657		1 575 657
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	140 495	116 402	256 897
Autres				
▪	11.1			
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	58 811 089	5 955 406	64 766 495
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats				
Endettement net à long terme	13			
Endettement net à long terme	14	58 811 089	5 955 406	64 766 495
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes				
Municipalité régionale de comté	15	2 637 886		2 637 886
Communauté métropolitaine	16			
Autres organismes	17			
Endettement total net à long terme	18	61 448 975	5 955 406	67 404 381
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19			
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20			
	21			
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	61 448 975		
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23			
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24			

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	559 370	549 851	571 990
Autres	3	1 115 840	1 096 847	1 076 040
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	37 160	36 523	33 876
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	209 340	209 396	157 460
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 482 060	1 475 922	1 208 434
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	204 110	200 633	193 250
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	153 720	151 607	161 498
Activités culturelles	23	34 900	34 303	37 442
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 796 500	3 755 082	3 439 990

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	20 988	37 206
Charges sociales	2	1 671	5 250
Biens et services	3	20 755 214	24 502 634
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	20 777 873	24 545 090

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	58,46	37,50	118 913,00	6 060 019	1 383 954	7 443 973
Professionnels	2						
Cols blancs	3	56,35	35,00	104 731,00	3 207 007	676 753	3 883 760
Cols bleus	4	59,68	40,00	123 990,00	3 872 213	824 399	4 696 612
Policiers	5						
Pompiers	6	44,86	40,00	104 059,00	2 934 979	399 815	3 334 794
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	219,35		451 693,00	16 074 218	3 284 921	19 359 139
Élus	9	10,00			527 287	98 062	625 349
	10	229,35			16 601 505	3 382 983	19 984 488

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	321 741	55 261			377 002
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	12 920				12 920
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	1 681 578	42 890	2 207	12 415	1 739 090
	7	2 016 239	98 151	2 207	12 415	2 129 012

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	115 207	124 524
	4	115 207	124 524
Sécurité publique			
Police	5	14 043	15 439
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7		
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	14 043	15 439
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	614 727	580 720
Enlèvement de la neige	12	21 312	26 253
Autres	13	3 289	303
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	639 328	607 276
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	21 228	22 904
Réseau de distribution de l'eau potable	18	9 018	10 383
Traitement des eaux usées	19	611	773
Réseaux d'égout	20	115 680	3 706
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	164 410	118 448
Autres	26		
	27	310 947	156 214
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	2 821	3 562
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32	2 821	3 562
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	190 800	198 856
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	190 800	198 856
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	1 004 610	488 380
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	6 106	7 712
Autres	40		
	41	1 010 716	496 092
Réseau d'électricité			
	42		
	43	2 283 862	1 601 963

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non auditée</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Luc Brisebois	1.1	Maire	118 318	19 422	8 548	
Tyler Cook	1.2	Conseiller	30 831	15 416		
Billie-Jeanne Graton	1.3	Conseiller	30 831	15 416		
Dominique Laverdure	1.4	Maire suppléant	33 782	16 891		
Joël Charbonneau	1.5	Conseiller	30 831	15 416	421	210
Catherine Drouin	1.6	Conseiller	30 964	15 482		
Sylvie Vaillancourt	1.7	Conseiller	30 831	15 416		
Guyline Lyras	1.8	Conseiller	30 831	15 416		
Roxanne Lacasse	1.9	Conseiller	30 831	15 416		
Kimberly Meyer	1.10	Conseiller	9 966	4 983		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 5 500 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 215 487 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 2 027 962 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ 188 840 \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024	65 ☒ X 66 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024	68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD Total des frais encourus admissibles au volet Entretien : a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement) ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été - Systèmes de sécurité - Chaussées pavées - entretien préventif - Chaussées pavées - entretien palliatif - Chaussées en gravier - entretien préventif - Chaussées en gravier - entretien palliatif - Systèmes de drainage - Abords de routes - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été b) Dépenses d'investissement ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été c) Total des frais encourus admissibles d) Description des dépenses d'investissement ▪ Relatives à l'entretien d'hiver :	69 _____ 42 890 \$ 70 _____ \$ 71 _____ \$ 72 _____ \$ 73 _____ \$ 74 _____ \$ 75 _____ \$ 76 _____ \$ 77 _____ \$ 78 _____ \$ 79 _____ \$ 80 _____ 42 890 \$ 81 _____ 42 890 \$

Pavage de chemins

- Relatives à l'entretien d'été :

Pavage de chemins

e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 CM24 11 654

b) Date d'adoption de la résolution 83 2024-11-11

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 CM20 01 049

b) Date d'adoption de la résolution 86 2020-01-20

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 865

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95 427

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

Annexe
Autres renseignements financiers non audités
non audités ventilés par compétences

Compétences d'agglomération

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	227 961	223 298
Autres infrastructures	11	58 966	55 538
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	362 476	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	777 244	800 933
Ameublement et équipement de bureau	18	35 922	113 888
Machinerie, outillage et équipement divers	19	541 250	568 982
Terrains	20		
Autres	21		
	22	2 003 819	1 762 639

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Autres infrastructures	5	286 927	278 836
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	1 716 892	1 483 803
	12	2 003 819	1 762 639

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES D'AGGLOMÉRATION**Non audité****OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 1 500 000 \$
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 2 ☐ ☒
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 3 _____ \$
- b) autres formes d'aide 4 _____ \$
3. La municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 5 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 6 _____ \$
4. La municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 7 ☐ ☒
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant le pouvoir visé à l'article 500.6 LCV (1000.6 CM) lui permettant d'imposer des redevances réglementaires en vertu de l'article 99.2 LECCM? 8 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 9 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu de l'article 99.1.1 LECCM :
- a) visées par le paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 10 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 11 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution, les municipalités liées par l'entente et le numéro de règlement :

Compétences de nature locale

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalisations	
		2024	2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 022 203	138 758
Usines de traitement de l'eau potable	2	104 999	119 738
Usines et bassins d'épuration	3	782 708	119 104
Conduites d'égout	4	1 642 673	2 289 406
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 685 965	6 611 242
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	247 485	183 308
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	592 705	1 127 201
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	2 961 890	4 364 356
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	4 131 860	279 873
Ameublement et équipement de bureau	18	92 234	289 200
Machinerie, outillage et équipement divers	19	266 140	615 775
Terrains	20	2 243 192	6 644 490
Autres	21		
	22	18 774 054	22 782 451

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Réalizations	
		2024	2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	1 022 203	138 758
Usines de traitement de l'eau potable	2	104 999	119 738
Usines et bassins d'épuration	3	782 708	119 104
Conduites d'égout	4	1 642 673	2 289 406
Autres infrastructures	5	5 526 155	7 921 751
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6		
Usines de traitement de l'eau potable	7		
Usines et bassins d'épuration	8		
Conduites d'égout	9		
Autres infrastructures	10		
Autres immobilisations corporelles	11	9 695 316	12 193 694
	12	18 774 054	22 782 451

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

COMPÉTENCES DE NATURE LOCALE

Non audité

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	559 370	549 851	571 990
Autres	3	1 115 840	1 096 847	1 076 040
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	37 160	36 523	33 876
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	209 340	209 396	157 460
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 482 060	1 475 922	1 208 434
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	204 110	200 633	193 250
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	153 720	151 607	161 498
Activités culturelles	23	34 900	34 303	37 442
Réseau d'électricité				
	24			
	25	3 796 500	3 755 082	3 439 990

Ventilation des dépenses mixtes

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants sur la ventilation des dépenses mixtes	1
Ventilation des dépenses mixtes par compétences	3
Notes complémentaires	4

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Aux membres du conseil de l'agglomération
de la Ville de Mont-Tremblant

Opinion

Nous avons effectué l'audit du tableau de la ventilation des dépenses mixtes entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération de l'agglomération de la VILLE DE MONT-TREMBLANT (ci-après l'« agglomération »), pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, ainsi que des notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelé collectivement ci-après le « tableau »).

À notre avis, le tableau ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément au règlement 2005-A-01 adopté par le conseil d'agglomération le 19 décembre 2005 et au règlement 2017-A-52 adopté le 11 septembre 2017 (ci-après les « exigences réglementaires »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'agglomération conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit du tableau au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la note 2 afférente au tableau, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à l'agglomération de répondre aux exigences de l'article 70 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences réglementaires, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'agglomération.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit du tableau

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'agglomération;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Comptables professionnels agréés

[Original signé par]

PATRICE FORGET, CPA auditeur
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Mont-Tremblant, le 1er mai 2025

VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES PAR COMPÉTENCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024					2023	
		Compétences d'agglomération		Compétences de nature locale		Éliminations	Total	
		Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations	Budget	Réalisations
								Réalisations
Dépenses								
Administration générale	1	1 697 982	1 709 870	4 530 039	4 556 961		6 228 021	6 266 831
Sécurité publique	2							
Transport	3	634 543	645 383	6 163 729	6 269 521		6 798 272	6 914 904
Hygiène du milieu	4							
Santé et bien-être	5							
Aménagement, urbanisme et développement	6	303 082	15 958	158 053	15 958		461 135	31 916
Loisirs et culture	7	544 925	511 021	1 097 407	1 040 513		1 642 332	1 551 534
Frais de financement	8							
	9	3 180 532	2 882 232	11 949 228	11 882 953		15 129 760	14 765 185
								13 112 494

NOTES COMPLÉMENTAIRES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Dépenses mixtes et ventilation des dépenses mixtes

La Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), complétée par le Décret concernant l'agglomération de Mont-Tremblant (décret 846-2005), énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, les charges engagées par la Ville de Mont-Tremblant dans l'accomplissement, par l'administration municipale, d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des charges mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une charge mixte constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

L'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Mont-Tremblant excluant les organismes contrôlés et partenariats.

Les charges mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement 2005-A-01 adopté par le conseil d'agglomération le 19 décembre 2005 et par le règlement 2017-A-52 adopté par le conseil d'agglomération le 11 septembre 2017.

Ainsi, la partie d'une charge mixte liée aux activités d'administration générale, transport, aménagement et urbanisme ainsi que loisirs et culture, qui constitue une charge faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources financières qui y sont consacrées.

2. Principales méthodes comptables

Les charges présentées dans le tableau de la ventilation des charges mixtes de l'administration municipale sont extraites des états financiers de la Ville de Mont-Tremblant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, lesquels sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. La note 2 des états financiers décrit les méthodes comptables appliquées.

De par leur nature, les charges mixtes de l'administration municipale n'incluent aucun élément de conciliation à des fins fiscales.

3. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur la ventilation des dépenses mixtes?

9 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

10 ☐☐

8. Les dépenses reliées aux compétences d'agglomération sont-elles financées par des quotes-parts?

11 ☐☒

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-12

Nom du signataire : Claudine Fréchette

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2025-05-13

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-13 10:09

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	62 719 280	67 883 047	61 222 432
Investissement	2		7 430 944	3 730 075
	3	62 719 280	75 313 991	64 952 507
Charges				
	4	58 159 850	66 148 355	60 393 219
Excédent (déficit) lié aux activités	5	4 559 430	9 165 636	4 559 288
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	7 430 944)(	3 730 075)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	4 559 430	1 734 692	829 213
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8		10 047 907	9 488 673
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		213 681	85 237
Remboursement de la dette à long terme	10 (	4 460 600)(	3 829 757)(	4 134 000)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	)(	1 229 627)(	841 127)
Excédent (déficit) accumulé	12	(98 830)	948 990	1 296 433
Autres éléments de conciliation	13		418 399	255 000
	14	(4 559 430)	6 569 593	6 150 216
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		8 304 285	6 979 429

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	30 041 842	15 102 298
Débiteurs	2	12 811 642	20 169 930
Prêts	3	148 140	
Placements de portefeuille	4		
Autres	5		
	6	43 001 624	35 272 228
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	11 253 788	13 364 358
Revenus reportés	10	3 283 054	3 219 830
Dette à long terme	11	66 189 820	55 313 833
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	458 200	453 800
Autres	13	140 697	
	14	81 325 559	72 351 821
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(38 323 935)	(37 079 593)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	204 889 526	194 577 459
Autres	17	4 576 510	4 478 599
	18	209 466 036	199 056 058
Excédent (déficit) accumulé	19	171 142 101	161 976 465

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 308 929	12 879 640
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Surplus affecté Agglo	2.1	1 469 344	2 571 251
▪ Surplus affecté local	2.2	4 192 833	5 669 805
▪ Surplus ordures	2.3	392 489	163 082
▪ Aqueducs/égouts/usines STJ	2.4	883 717	1 153 468
▪ Aqueducs/égouts/usines MTT	2.5	1 087 161	1 155 094
▪ Logements abordables - Local	2.6	910 315	480 304
▪ Logements abordables - Agglo	2.7		848 886
	3	8 935 859	12 041 890
Réserves financières			
▪ Sportives et éducatives	4.1	1 126 096	418 768
▪ Environnement	4.2	555 230	771 361
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	983 223	2 052 467
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	198 702	198 702
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	150 000	100 000
Autres			
▪ Stationnement	10.1	14 591	14 591
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11 (	45 125)(	20 387)
Financement des investissements en cours	12	1 767 961	(12 053 858)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	144 146 635	145 573 291
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	171 142 101	161 976 465

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		Compétences de nature locale	Portrait global
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	58 811 089	64 766 495
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	61 448 975	67 404 381
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>			

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	198 702	198 702
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	59 267 236	48 756 893
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	4 520 405	3 002 505
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	1 150 000	3 839 900
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	1 575 657	
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	66 712 000	55 798 000
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37</i>			

SOMMAIRE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	12	49 080 609	50 149 504	45 887 868
Compensations tenant lieu de taxes	13	352 340	280 716	322 008
Quotes-parts	14			
Transferts	15	1 922 862	2 030 861	1 188 741
Services rendus	16	5 016 369	5 432 297	4 611 720
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	6 146 500	9 659 189	8 433 442
Autres	18	200 600	330 480	778 653
	19	62 719 280	67 883 047	61 222 432
Investissement				
Taxes	20			
Quotes-parts	21			
Transferts	22		98 151	1 440 105
Autres	23		7 332 793	2 289 970
	24		7 430 944	3 730 075
	25	62 719 280	75 313 991	64 952 507

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	8 568 794	8 649 650	379 003	9 028 653	7 835 688
Sécurité publique						
Police	2	7 051 340	7 040 663	59 337	7 100 000	6 805 483
Sécurité incendie	3	6 347 053	5 361 893	322 616	5 684 509	5 488 914
Autres	4	218 310	204 387		204 387	193 779
Transport						
Réseau routier	5	6 907 772	7 022 527	4 026 922	11 049 449	10 384 038
Transport collectif	6	2 490 512	2 460 244	30 561	2 490 805	1 871 833
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	3 513 940	3 149 000	2 407 072	5 556 072	5 213 806
Matières résiduelles	9	3 568 579	3 326 683		3 326 683	3 038 918
Autres	10	1 007 119	871 109	36 446	907 555	754 925
Santé et bien-être	11	43 000	35 046		35 046	27 226
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 335 408	1 953 881	102 536	2 056 417	2 005 593
Promotion et développement économique	13	3 635 944	3 026 366	39 462	3 065 828	3 594 150
Autres	14					
Loisirs et culture	15	10 584 719	10 715 137	2 643 952	13 359 089	11 576 903
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 887 360	2 283 862		2 283 862	1 601 963
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	58 159 850	56 100 448	10 047 907	66 148 355	60 393 219
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		10 047 907 (	10 047 907)		
	21	58 159 850	66 148 355		66 148 355	60 393 219

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	7 430 944	3 730 075
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	20 777 873)(	24 545 090)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	148 640)(	)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	15 644 319	7 864 763
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	1 229 627	841 127
Excédent accumulé	6	10 443 442	3 679 215
	7	6 390 875	(12 159 985)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	13 821 819	(8 429 910)

Extrait du rapport financier, page S14